

La paix à l'épreuve des urnes au Burundi

Arrib News, 19/05/2010 – Source AFPL Le Burundi entame vendredi, avec la désignation de conseillers communaux, un marathon électoral qui durera jusqu'à la fin de l'année et mettra à l'épreuve la fragile paix dans ce petit pays d'Afrique centrale ruiné par treize ans de guerre civile. Quelque 3,5 millions d'électeurs sont appelés à désigner près de 2 000 conseillers dans les 129 communes du pays, dont la population estimée à 8,5 millions est à 85% hutu. Les bureaux de vote ouvriront leurs portes à 06H00 locale et fermeront à 16H00, et les résultats devraient être connus samedi ou dimanche.

La saison électorale connaît son point d'orgue avec le scrutin présidentielle du 28 juin. La campagne pour les communales s'est terminée mardi après quatorze jours d'intenses activités partisans, marquées par des affrontements entre groupes de jeunes et des accusations d'assassinats ciblés entre partis. Cette première étape électorale a déjà pris des allures de course présidentielle, avec les principaux responsables burundais, le président Pierre Nkurunziza en tête, multipliant les meetings aux quatre coins du pays. La bataille fait rage entre les principaux partis, majoritairement hutu, en compétition pour récupérer leur électoral, et tous convaincus de leur victoire. Le principal parti tutsi, l'Union pour le progrès national (Uprona), tentera pour sa part de rester le parti numéro un de la minorité tutsi et de conserver ainsi le poste de vice-président qui devrait revenir à un parti tutsi. La Constitution du Burundi prévoit que le gouvernement et le Parlement sont composés de 60% de Hutu et de 40% de Tutsi, tandis que la police et l'armée sont paritaires. « La perspective d'une bataille électorale entre groupes politiques rivaux cherchant à gagner le soutien des électeurs hutu pourrait miner l'expérience démocratique burundaise et pousser certains ex-combattants à se battre de nouveau, annihilant ainsi les acquis récents du processus de paix », met en garde le centre de réflexion International Crisis Group. Le Burundi a basculé dans une guerre civile particulièrement brutale (300 000 morts) en 1993, après l'assassinat par l'armée, alors dominée par la minorité tutsi, du premier président démocratiquement élu hutu Melchior Ndadaye. La signature d'un accord de paix en 2000 a permis l'élection en 2005 de l'actuel chef de l'État par l'Assemblée nationale et le Sénat. La guerre a ravagé le pays, l'un des plus densément peuplés du continent avec 300 habitants au km² : 68% de la population vit sous le seuil de pauvreté contre 37% en 1993. La pression sur la terre crée une situation potentiellement explosive, avec une croissance démographique très importante (+3,8% en 2007), le rapatriement depuis 2002 d'un demi-million de réfugiés et la dépendance de 90% de la population sur l'agriculture de subsistance. Le président Nkurunziza, 45 ans, et son parti le Conseil national pour la défense de la démocratie - Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), entendent capitaliser sur les acquis du premier quinquennat : gratuité de l'école primaire, des soins pour les enfants de moins de cinq ans et des frais d'accouchement. L'un de ses principaux opposants, l'ex-chef rebelle Agathon Rwasa des Forces nouvelles de libération (FNL) dénonce pour sa part « le bilan largement négatif du parti au pouvoir », pointant notamment les nombreux cas de violation des droits de l'homme et la corruption qui s'est généralisée. L'Union européenne a déployé sur place la principale mission d'observation électorale composée de quelque 110 personnes. Pour limiter les pressions sur les électeurs, deux urnes seront installées dans les 7 000 bureaux de vote : l'une pour voter, la seconde pour jeter les bulletins non utilisés.